

**Réponses du Transporteur et du Distributeur  
à la demande de renseignements numéro 1  
de l'Acef de l'Outaouais  
(« ACEFO »)**



---

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS NO 1 DE L'ACEFO

**1. Référence**

B-0004, HQTD-1, document 1, page 13;

**Préambule :**

*« Le risque d'affaires du Transporteur résulte essentiellement d'évènements fortuits qui auraient un impact à la hausse sur ses coûts au cours d'une année tarifaire. En effet, bien que le Transporteur présente une structure de coûts relativement fixe, il demeure assujéti, à l'intérieur de la période pour laquelle ses revenus requis projetés ont été établis, à une variabilité de certains coûts pouvant entraîner des impacts défavorables notables sur sa performance financière. »*

**Demande**

**1.1** Veuillez préciser à quoi réfèrent les événements fortuits.

**Réponse :**

**Les événements fortuits réfèrent à des événements tels que des bris ou des défaillances pouvant engendrer parfois des zones d'accès limités suite, entre autres, à des événements climatiques, des phénomènes géomagnétiques ou des événements liés à l'augmentation de l'âge moyen des infrastructures du Transporteur, tel qu'il est plus amplement décrit à la section 3.2 de la pièce HQTD-1, document 1 (B-0004).**

**1.2** Veuillez spécifier si le Transporteur a expérimenté une augmentation des événements fortuits au cours des cinq dernières années.

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 5.1 de l'AQCIE-CIFQ à la pièce HQTD-5, document 4.1.**

**2. Référence**

B-0004, HQTD-1, document 1, page 14;

**Préambule :**

*« Un autre facteur de risque opérationnel non négligeable, bien qu'il ne soit pas unique au Transporteur, résulte de la hausse de l'âge moyen de ses infrastructures, qui génère un risque accru de défaillance, et ce, malgré un ambitieux programme d'investissements en pérennité et une stratégie de maintenance ciblée. Cette situation augmente de façon significative les probabilités d'une sous-estimation de la prévision des coûts de maintenance ou de retraits d'actifs. »*

## **Demande**

- 2.1** Veuillez présenter, pour les 5 dernières années (2007 à 2012), chaque année pour laquelle les projections des coûts de maintenance ou de retrait d'actifs faites dans le dossier tarifaire ont été inférieures aux coûts réels.

### **Réponse :**

**Voir la réponse à la question 5.1 de l'AQCIE-CIFQ à la pièce HQTD-5, document 4.1.**

## **3. Références**

- i) B-0004, HQTD-1, document 1, page 15;
- ii) B-0007, HQTD-2, document 1, page 48;
- iii) B-0007, HQTD-2, document 1, page 49.

### **Préambule :**

*i) « Enfin, le Distributeur fait face à un risque de marché compte tenu, notamment, des prix du gaz naturel qui sont devenus plus concurrentiels par rapport à ceux de l'électricité. »*

*ii) « HQD also faces higher business risk than when the Régie issued its previous ROE determination due to changes in the relative competitiveness of electricity and natural gas prices in Québec, especially given the importance of electricity for heating purposes among residential and commercial customers. »*

*iii) « Further, HQD faces higher business risk than at the time of its previous ROE determination because natural gas prices have become more competitive with electricity prices in Québec. »*

## **Demande**

- 3.1** Le Distributeur a-t-il fait des études qui démontrent un déplacement de sa clientèle vers le gaz naturel?

### **Réponse :**

**Voir la réponse à la question 5.1 de l'AQCIE-CIFQ à la pièce HQTD-5, document 4.1.**

- 3.2** Si oui, veuillez déposer ces études.

### **Réponse :**

**Voir la réponse à la question 3.1.**

## **4. Référence**

B-0004, HQTD-1, document 1, page 15;

**Préambule :**

*« Le Distributeur doit également composer avec les risques associés à l'étendue de son réseau. [...] Ce réseau doit, de plus, être exploité et entretenu dans des conditions climatiques variées, changeantes et souvent extrêmes qui ont un impact sur la durabilité des équipements du réseau. Le cumul des risques associés à l'étendue du réseau du Distributeur fait en sorte que ce dernier se distingue de la majorité des entreprises de services publics d'électricité nord-américaines. Cette situation entraîne une variabilité de ses coûts d'exploitation, d'entretien et d'investissement. »*

**Demande**

- 4.1** Veuillez confirmer ou infirmer la compréhension de l'ACEFO à l'effet que cette variabilité ne constitue « un risque » qu'à l'intérieur de la période pour laquelle les revenus requis projetés ont été établis.

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 5.1 de l'AQCIE-CIFQ à la pièce HQTD-5, document 4.1.**

- 4.2** Veuillez confirmer ou infirmer la compréhension de l'ACEFO à l'effet que le compte d'écarts pour les coûts de pannes majeures compense la variabilité des coûts dont il est question en préambule.

**Réponse :**

**Conformément à la D-2009-016<sup>1</sup>, le Distributeur comptabilise d'une part, une provision dédiée aux pannes majeures de 8 M\$ dans ses prévisions. D'autre part, seuls les coûts au-delà de 16 M\$ sont versés dans le compte d'écarts pour pannes majeures, les coûts encourus se situant entre 8 M\$ et 16 M\$ étant assumés par le Distributeur.**

**Le Distributeur tient à souligner qu'il ne dispose d'aucun mécanisme de compte d'écarts pour les pannes régulières. Il doit donc assumer les coûts non prévus relatifs à ce type de pannes.**

**5. Référence**

B-0004, HQTD-1, document 1, page 15;

**Préambule :**

---

<sup>1</sup> D-2009-016, pages 15 et 16.

« Le Distributeur encourt aussi un risque important en raison de la hausse des comptes en souffrance et de la diminution des ententes de paiement avec sa clientèle résidentielle en période hivernale. L'incertitude économique qui perdure, l'obligation d'alimenter tous ses clients, la facturation émise après consommation et l'impossibilité d'interrompre le service électrique en période hivernale contribuent à la difficulté de rendre prioritaire le paiement de la facture d'électricité par certains clients résidentiels. Cette situation est exacerbée par la forte pénétration du chauffage électrique qui résulte en un facture moyenne élevée. »

## **Demande**

**5.1** Veuillez présenter, pour les 5 dernières années, la hausse des comptes en souffrance ainsi que la diminution des ententes de paiement avec la clientèle résidentielle.

### **Réponse :**

**Voir la réponse à la question 5.1 de l'AQCIE-CIFQ à la pièce HQTD-5, document 4.1.**

## **6. Références**

- i) B-0004, HQTD-1, document 1, page 16;
- ii) B0008, HQTD-2, document 2, page 11.

### **Préambule :**

i) « Enfin, il demeure que lors de l'établissement de ses tarifs, le Distributeur fait face au risque de ne pas se faire reconnaître l'ensemble de ses coûts, incluant un rendement raisonnable, et ce, malgré le fait qu'il bénéficie de comptes d'écart qui lui assurent une protection contre les fluctuations importantes d'éléments qui sont hors de son contrôle. »

ii) « As presented in Table 1, HQD and HQT have each been able to earn in excess of their authorized ROE over the past five years, with the exception of HQT in 2007. »

## **Demande**

**6.1** Veuillez confirmer ou infirmer la compréhension de l'ACEFO à l'effet que le risque dont il est question au préambule (i) constitue un risque théorique qui ne s'est pas matérialisé, pour le Distributeur, au cours des cinq (5) dernières années selon le préambule (ii).

### **Réponse :**

**Bien que la Régie a généralement permis au Distributeur de récupérer l'ensemble de ses coûts, le risque mentionné au préambule n'est pas purement théorique. En effet, au cours des dernières années, la Régie a parfois requis certaines réductions de coûts.**

## **7. Référence**

B-0004, HQTD-1, document 1, page 24;

### **Préambule :**

*« Par ailleurs, le Transporteur et le Distributeur maintiennent les comptes d'écart suivants mis en place dans le but d'assurer un traitement équitable des parties et afin de couvrir les éléments importants hors de leur contrôle. Ces comptes sont : [...] »*

### **Demande**

**7.1** Veuillez présenter votre appréciation eu égard à l'effet de ces comptes d'écart sur le risque.

### **Réponse :**

**Les comptes d'écart diminuent le risque à l'égard des éléments couverts en conférant une protection contre les fluctuations importantes des éléments susceptibles de subir d'importantes variations et sur lesquels les Demandeurs n'exercent pas de contrôle.**

## **8. Références**

- i) B-0007, HQTD-2, document 1, page 8 ;
- ii) B-0007, HQTD-2, document 1, page 23;
- iii) JMC-3, Schedule 1;

### **Préambule :**

*i) « Importantly, Concentric's credit rating screen selects lowrisk U.S. electric utilities with long-term issuer ratings from Standard and Poor's ("S&P") of A- or higher. Those credit ratings imply that the rating agencies view these U.S. companies as having relatively low business and financial risks. »*

*ii) «Because there are relatively few companies in that sector in the Canadian public market, no specific screening criteria were used to derive the proxy Group: [...]»*

### **Demande**

**8.1** Si le critère qui a servi à sélectionner les utilités des États-Unis (A- or higher) avait été retenu dans la sélection des utilités du Canada Emera Corp. qui est coté BBB+ par Standard and Poor's aurait-elle été retenue?

### **Réponse :**

**As explained on pages 23-24 of Concentric's ROE and risk evidence, we developed a group of publicly-traded regulated Canadian electric and natural gas utility companies. Because there are relatively few companies**

in that sector in the Canadian public market, no additional specific screening criteria were used to derive the Canadian proxy group.

8.2 Avec un rendement autorisé de 11,50%, TransCanada ne devrait-elle pas être considérée comme un cas limite (« outlier ») et exclue du groupe de comparables ?

Réponse :

Exhibit JMC-3, Schedule 1 provides the allowed ROE and deemed equity ratio for the operating companies in the Canadian and U.S. proxy groups. Although Concentric believes this is relevant information for investors because it provides the range of allowed ROEs and equity ratios for regulated energy and utility companies in Canada and the United States, we have not used this information to establish the recommended ROE for HQD and HQT. Concentric acknowledges on pages 27-28 of our ROE and risk evidence that TransCanada Corp. and Enbridge Inc. are not the best comparators for HQD and HQT due to their percentage of revenues and income from non-electric utility operations. For that reason, Concentric has placed more weight on the market-based results for our U.S. proxy group of electric utilities.

## 9. Référence

B-0007, HQTD-2, document 1, page 41;

Préambule :

*« Based on these macroeconomic indicators, there are no fundamental dissimilarities between Canada and the U.S. [...] that would cause a reasonable investor to have different return expectations for the two countries. »*

## Demande

9.1 Veuillez, en lien avec votre affirmation reproduite dans le préambule, mettre en perspective la diminution de la cote de crédit des U.S.A vis-à-vis le maintien de la cote (triple A) de crédit du Canada.

Réponse :

The downgrade in the credit rating of the U.S. government, which was known at the time we filed our evidence, has not had any material effect on Concentric's assessment of the relative risk and required returns for the two countries. Standard and Poor's downgraded the long-term sovereign debt rating of the United States on August 5, 2011 from 'AAA' to 'AA+'. Since that time, the yield on 30-year U.S. Treasury bonds has fallen by 44 basis points, from 4.12 percent on July 29, 2011 to 3.68 percent on September 30, 2013. Meanwhile, the yield on the 30-year Canadian government bond has fallen by 22 basis points, from 3.29 percent on July 29, 2011 to 3.07 percent on September 30, 2013. Similarly, the yield on 10-year U.S. Treasury notes has fallen by 19 basis points, from



2.80 percent on July 29, 2011 to 2.61 on September 30, 2013, while the yield on 10-year Canadian government bonds has decreased by 24 basis points, from 2.78 percent on July 29, 2011 to 2.54 percent on September 30, 2013.

## 10. Référence

B-0008, HQT D-2, document 2, page 11;

### Préambule :

*«[...] the ESM would need to be markedly distinct from comparable mechanisms included in the proxy group that is used to establish the authorized ROE in order for it to have a meaningful impact on the level of risk faced by HQD and HQT relative to the comparable group of utilities. »*

### Demande

- 10.1** Veuillez donner un exemple d'un mécanisme de partage des écarts de rendement qui serait, de façon significative, distinct des mécanismes en vigueur au sein du groupe de comparables.

### Réponse :

**An ESM with symmetric sharing and a wide deadband (e.g., +/- 300 basis points) would be closer to a circumstance in which there is no ESM at all.**

## 11. Référence

B-0008, HQT D-2, document 2, page 16;

### Préambule :

*« [...] I recommend that the ESMs for HQD and HQT each have a deadband before upside sharing begins. Specifically, I recommend a +100 basis point deadband for HQD and a + 50 basis point deadband for HQT. »*

### Demande

- 11.1** Veuillez spécifier comment les parties prenantes pourraient s'assurer que les traitements comptables ne tendent pas à différer d'une période à l'autre les économies afin de rester à l'intérieur de la bande morte et priver ainsi la clientèle de l'accès à sa part de rendement excédentaire.

### Réponse :

**This can be achieved by actions taken before and after the implementation of an ESM. First, the Régie can implement an ESM that provides Hydro-Québec with a meaningful sharing of earnings above the deadband. Second, the Régie can verify, through the review of the annual**

reports, that Hydro-Québec has applied approved accounting and regulatory treatments.

## 12. Référence

B-0022, HQT-D-3, document 2.1, page 7;

### Préambule :

*« Given that this case represents a fresh start for HQD and HQT in terms of setting allowed ROE outside of the previous formula, and most would agree that capital markets remain influenced by abnormally low bond yields, Concentric recommends the Régie establish ROE through periodic rate hearings and not adopt a formulaic approach at this time. When market conditions change, the parties will have the opportunity to present fresh evidence that may not be captured in a formula. Ultimately, Concentric prefers this approach because it substantially improves the likelihood that the resulting ROE will more closely track required returns for utility investors and satisfy the Fair Return Standard. As financial markets return to historic norms, it may be possible to re-introduce a formula, after due consideration, for setting ROE between review periods. »*

### Demande

12.1 Veuillez spécifier ce qui pourrait constituer « a periodic rate hearings ».

### Réponse :

**Concentric did not propose a specific schedule for periodic rate hearings. Concentric is aware that the Régie currently examines the authorized ROE of utilities under its jurisdiction on an annual basis.**

12.2 Veuillez élaborer sur l'affirmation suivante: « *When market conditions change, the parties will have the opportunity to present fresh evidence that may not be captured in a formula.* » Plus spécifiquement, de quelle ampleur devraient être les changements sur les marchés financiers afin de justifier l'introduction par l'une ou l'autre des parties de ce qui pourrait être qualifié d'un dossier sur le taux de rendement?

### Réponse :

**Concentric did not propose any tests to determine what could be qualified as a rate of return case. It is Concentric's understanding that the Régie has the jurisdiction to make that determination.**

12.3 Étant donnée la « force économique » des entreprises réglementées, les parties dont il est question en préambule risquent-elles d'être confinées aux entreprises réglementées?

**Réponse :**

**The term ‘parties’ refers to the Company, the Régie, and intervenors.**

**12.4** Veuillez spécifier les conditions qui pourraient être considérées comme les normes historiques.

**Réponse :**

**Concentric did not propose the specific conditions that would constitute a return to historic norm. As noted in Mr. Coyne’s supplemental testimony:**

**When reflecting upon its rationale for discontinuing the formula, the Alberta Commission stated it had “found that in times of adverse market conditions, the expected relationship between interest rates and the required return on equities does not necessarily hold.” Though the evidence in the case recognized that financial markets had improved since the formula was discontinued in 2009, it was determined that credit markets still remained volatile. As a result, the AUC decided not to employ an adjustment formula for 2012, but indicated that it “was not prepared to preclude a return to some form of formula-based adjustment mechanism in the future, once the capital markets [had] stabilized and [were] once again considered reasonably predictable.” Instead, the AUC authorized a generic return for its regulated utilities for 2011 and 2012 and additionally set an allowed ROE for 2013 on an interim basis. The Commission plans to initiate a proceeding to revisit the matter of a return to a formula for setting the allowed ROE on a going forward basis.**